

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
Cours Massena - CS 82205  
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
<b>25</b>	<b>23</b>	<b>2</b>

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : DGA / VSC -  
Soutien aux actions favorisant l'égalité  
des chances en matière d'insertion sociale  
et professionnelle - Attribution de  
subventions

- ☒ Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2021.155

Date de la convocation :  
**Le 07/09/2021**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage en date du **21 SEP. 2021**

de la réception s/Préfecture  
en date du **22 SEP. 2021**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

  
Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 13 septembre 2021**

L'an deux mil vingt et un et le 13 septembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI

**ABSENTS :**

Frédéric POMA, René TRASTOUR

**Monsieur LUCIANO,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est engagée, depuis plusieurs années, en faveur de l'égalité des chances et des territoires en matière d'insertion sociale et professionnelle dans le cadre notamment du contrat de ville.

A ce titre, elle participe financièrement au développement des opérateurs associatifs œuvrant sur le champ de l'égalité pour son territoire en Politique de la Ville.

Un appel à projets a été lancé conjointement en fin d'année 2020 par la Direction de la Cohésion Sociale et l'Etat sur ces enjeux prégnants. Suite à l'étude des dossiers déposés dans le cadre de cet appel à projets, il est proposé de procéder à l'attribution de subventions aux associations financées par ailleurs par l'Etat dans le cadre du Contrat de Ville.

Les opérateurs associatifs **ALTER EGAUX** et la **FONDATION D'AUTEUIL** visent à réduire les inégalités d'accès à l'emploi et à la formation.

La **FONDATION D'AUTEUIL** exerce notamment une mission de développement sur le champ des œuvres sociales, en particulier sur celui de l'éducation et de l'insertion auprès des jeunes les plus fragiles, par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation, de valorisation des initiatives et de formation.

**ALTER EGAUX** exerce principalement une mission de promotion de l'égalité professionnelle hommes/femmes, de sensibilisation lors des processus d'orientation, de formations et de représentations liées aux métiers et aux stéréotypes.

**Les principaux objectifs de ces structures** s'alignent sur la stratégie des politiques publiques pour l'égalité des chances :

- Identifier les métiers en tension sur le secteur au regard de l'évolution économique du territoire ;
- Renforcer le réseau d'entreprises rencontrant des difficultés de recrutement récurrentes ;
- Qualifier et accompagner vers l'emploi dans une filière en tension de recrutement ;
- Offrir une solution innovante, alternative, plus rapide et opérationnelle que le système de formation classique.

C'est dans ce contexte que les structures présentées sollicitent de la part de la C.A.S.A. les montants suivants :

	Budget de l'action 2021	Montant sollicité en 2021	Montant proposé en 2021	Ratio subvention CASA/budget action
<b>ALTER EGAUX (Action PEPSI)</b>	12 000 €	5 000 €	5 000 €	41 %
<b>FONDATION D'AUTEUIL (Action SKOLA)</b>	125 331 €	10 000 €	10 000 €	8 %

Les critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs pour les actions de chacun de ces acteurs sont définis au sein des conventions d'attribution de leurs subventions respectives.

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.006 du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs favorisant l'égalité des chances en matière d'insertion sociale et professionnelle pour leurs projets, et de leur octroyer une subvention globale de 15 000 €, à répartir comme suit :

- FONDATION D'AUTEUIL : 10 000,00 €
- ALTER EGAUX : 5 000,00 €

- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux acteurs favorisant l'égalité des chances en matière d'insertion sociale et professionnelle, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions, ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 - fonction 523 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les montants des subventions aux acteurs favorisant l'égalité des chances en matière d'insertion sociale et professionnelle pour leurs projets, et de leur octroyer une subvention globale de 15 000 €, à répartir comme suit :
  - FONDATION D'AUTEUIL : 10 000,00 €
  - ALTER EGAUX : 5 000,00 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux acteurs favorisant l'égalité des chances en matière d'insertion sociale et professionnelle, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions, ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 - fonction 523 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 13 septembre 2021  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



**Jean LEONETTI**



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL  
Action Skola/fibre**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 13 septembre 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour but d'accueillir, garçons et filles en rupture familiale sociale, scolaire ou dans un processus d'exclusion, d'assurer leur éducation pour les préparer à une insertion sociale, et dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean-Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

**EXPOSE :**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, FONDATION D'AUTEUIL exerce notamment une mission de développement sur le champ des œuvres sociales en particulier celui de l'éducation et l'insertion auprès des jeunes les plus fragiles par le biais d'un travail de prévention, de responsabilisation et de valorisation des initiatives.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre une action de formation visant à insérer dans l'emploi des jeunes de 18 à 30 ans habitant le quartier en politique de la ville.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socio professionnelle en direction des jeunes de 18 à 30 ans.

L'action a pour objet de former en alternance avec des modules théoriques et pratiques sur le secteur innovant de la fibre.

Plus généralement, il s'agit d'accompagner des jeunes peu qualifiés en priorité du quartier prioritaire.

Cette action se déroulera sur le territoire prioritaire de Vallauris.

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs fixés à FONDATION D'AUTEUIL sont :

- Lever les freins périphériques (mobilité, administratif, logement...) à l'insertion socio-professionnelle ;
- Renforcer l'employabilité des jeunes ;
- Qualifier et accompagner vers l'emploi dans une filière en tension de recrutement ;
- Offrir une solution innovante, alternative plus rapide et opérationnelle que le système de formation classique ;
- Développer un partenariat fort avec les entreprises : participation à ingénierie de formation, parrainage/tutorat, participation financière, immersion en stage.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour la session 2021, qui s'étale du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2021.

**En cas de non-réalisation dans ce délai la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 125 331 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000€.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

### **6.1 Evaluations intermédiaires**

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de jeunes ayant finalisé leur skola ;
- Nombre de sorties à l'emploi en intérim, CDD, CDI, en alternance ;
- Autonomie : respect horaires, tâches administratives, expression en public ;
- Employabilité : acquisition compétences, posture professionnelle, maîtrise codes professionnels,

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

## **ARTICLE 12 : LITIGES**

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

## **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association  
FONDATION D'AUTEUIL,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
Le Vice- président délégué à la Cohésion  
Sociale et à la Politique de la Ville

Jean-Marc SAUVE

Kevin LUCIANO



7. Budget<sup>s</sup> du projet

Année 2021

CHARGES	RESSOURCES
<b>60 - Achats 58 500,00 €</b> Prestations de services..... 20 000,00 € Achats matières et fournitures..... 16 600,00 € Autres fournitures..... 21 900,00 €	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b> Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €
<b>61 - Service extérieurs 10 100,00 €</b> Locations..... 9 600,00 € Entretien et réparation..... 0,00 € Assurance..... 500,00 € Documentation..... 0,00 €	<b>73 - Dotations et produits de tarification</b> Dotations et produits de tarification..... 0,00 €
<b>62 - Autres services extérieurs 11 200,00 €</b> Rémunérations intermédiaires et honoraires..... 0,00 € Publicité, publication..... 6 000,00 € Déplacements, Missions..... 5 000,00 € Services bancaires, autres..... 200,00 €	<b>74 - Subventions d'exploitation 112 831,00 €</b> Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 50 000,00 € <b>06-TRAVAIL-EMPLOI (UD-DIRECCTE) 50 000,00 €</b> Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 10 000,00 € <b>06-ETAT-POLITIQUE-VILLE 10 000,00 €</b> Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations.....
<b>63 - Impôts et taxes</b> Impôts et taxes sur rémunération..... 0,00 € Autres impôts et taxes..... 0,00 €	

demande transmise le 21/01/2021

Page 10

<b>64 - Charges de personnel 37 048,00 €</b> Rémunération des personnels..... 24 452,00 € Charges sociales..... 12 596,00 € Autres charges de personnel..... 0,00 €	10 000,00 € <b>06-CA SOPHIA ANTIPOLIS 10 000,00 €</b> Commune(s)..... 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 0,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 42 831,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés)..... 0,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 0,00 €
<b>65 - Autres charges de gestion courante</b> Autres charges de gestion courante..... 0,00 €	<b>75 - Autres produits de gestion courante 12 500,00 €</b> 756.Cotisations..... 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 12 500,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
<b>66 - Charges financières</b> Charges financières..... 0,00 €	<b>76 - Produits financiers</b> Produits financiers..... 0,00 €
<b>67 - Charges exceptionnelles</b> Charges exceptionnelles..... 0,00 €	<b>77 - Produits exceptionnels</b> Produits exceptionnels..... 0,00 €
<b>68 - Dotation aux amortissements</b> Dotation aux amortissements..... 0,00 €	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b> 789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs..... 0,00 €
<b>69 - Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés</b> Impôt sur les bénéfices (IS) : Participation des salariés..... 0,00 €	<b>79 - Transfert de charges</b> Transfert de charges..... 0,00 €
<b>Charges indirectes 8 483,00 €</b> Charges fixes de fonctionnement..... 8 483,00 € Frais financiers..... 0,00 € Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	<b>Ressources propres affectées au projet</b> Insuffisance prévisionnelle (déficit)..... 0,00 €
<b>86 - Emplois des contributions volontaires en nature</b> 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 0,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	<b>87 - Contributions volontaires en nature</b> 870 - Bénévolat..... 0,00 € 871 - Prestations en nature..... 0,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
<b>Total des Charges 125 331,00 €</b>	<b>Total des ressources 125 331,00 €</b>



## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LA SOCIETE COOPERATIVE ALTER EGAUX

### Action

« Parcours vers l'Emploi pour les Personnes en Situation d'Insertion »

#### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 13 septembre 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

La société coopérative dénommée ALTER EGAUX régie par Loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, ayant pour objet d'accompagner les organisations dans la mise en place de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dont le siège social est situé 124 chemin du Prignon – 06530 SAINT-CEZAIRE, représentée par Madame Anne-Gaël BAUCHET agissant au lieu et place de la coopérative en sa qualité de gérante, conformément aux statuts de la coopérative,

Ci-après désignée **ALTER EGAUX**,

#### EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, ALTER EGAUX exerce notamment une mission de promotion de l'égalité professionnelle hommes/femmes, de sensibilisation lors des processus d'orientation, de représentations liées aux métiers et aux stéréotypes.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre un Parcours vers l'Emploi pour les Personnes en Situation d'Insertion (PEPSI).

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, ALTER EGAUX s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socioprofessionnelle des personnes en situation d'insertion sur le territoire de la CASA.

L'action a pour objet de lever les freins sociaux, psychologiques et culturels à l'emploi, de sensibiliser le public-cible à la mixité des métiers et à une compréhension des mécanismes de transfert des compétences. Plus généralement, il s'agit d'accompagner les publics les plus éloignés de l'emploi vers des perspectives d'insertions professionnelles : formation, intermédiaires de l'emploi de droit commun, emploi.

L'action est particulièrement dirigée vers la personne susceptible d'intégrer, au terme de sa participation de 3 mois, une formation qualifiante et rémunérée dont le bénéfice correspondra aux attentes des entreprises locales.

Elle se décline en 4 ateliers hebdomadaires de 2h, collectifs semi-individuels ou individuels pour une durée équivalente à 115 h par session.

Elle se déroulera exclusivement sur le territoire prioritaire de Vallauris.

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs sont les suivants :

- Identifier les métiers en tension sur le secteur au regard de l'évolution économique du territoire (partenariat Pôle Emploi et employeurs du secteur)
- Renforcer le réseau d'entreprises rencontrant des difficultés de recrutement récurrentes (partenariat branches, DIRECCTE UT06 et entreprises)
- Mobiliser les intermédiaires de l'emploi pour le recrutement des bénéficiaires (Département des Alpes Maritimes, prescription RSA, Pôle Emploi, Missions Locales, PLIE, associations et publics diffus non pris en charge)
- Recruter les publics cibles : femmes pas ou peu qualifiées, souhaitant trouver un emploi pérenne à temps plein, disponibles pour 12 semaines d'accompagnement

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 5 000€ conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

ALTER EGAUX reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 5 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de la coopérative par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ La coopérative s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

ALTER EGAUX s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

L'évaluation est réalisée selon les principes du Suivi et Evaluation participatifs c'est-à-dire que les acteurs des processus (à savoir les bénéficiaires) sont placés au centre du dispositif d'évaluation.

Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont définis par objectif :

Objectifs principaux déclinés	Objectifs opérationnels	Validation
① Lever les freins sociaux, psychologiques et culturels à l'emploi	<ul style="list-style-type: none"><li>- Faire évoluer la perception et l'image de soi</li><li>- Travailler la mobilité pour rendre le territoire accessible</li><li>- Exercer une citoyenneté inclusive</li><li>- Devenir autonome dans la gestion du quotidien quelle que soit la situation</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Au long cours</li><li>- Séance d'application avec les ateliers hors les murs</li><li>- Conseil Citoyen</li><li>- Auto-évaluation et retour des structures de proximité</li></ul>
② Sensibiliser à la mixité des métiers et à une compréhension des mécanismes de transfert des compétences	<ul style="list-style-type: none"><li>- Elargir les découvertes métiers et les projections personnelles</li><li>- Rencontrer des professionnels exerçant des métiers différents, participer aux forums de l'emploi, découvrir les activités des chantiers d'insertion, etc ...</li><li>- Comprendre le transfert de compétences</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Objectifs de séances</li><li>- Nombre en fin d'année</li><li>- Validation par la référente</li></ul>
③ Construire un projet personnel à la fois singulier et en lien avec le territoire	<ul style="list-style-type: none"><li>- Construire sa carte de compétences, savoir-faire, savoir-être</li><li>- Elaborer son projet et rejoindre les dispositifs existants</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Objectif factuel : outil réalisé ou pas</li><li>- Voir § suivant</li></ul>

En terme de volumes et compte-tenu des spécificités des publics, il est attendu un seuil minimum de 30% de sorties positives (entrée en formation, prise en charge par les intermédiaires de l'emploi de droit commun, emploi direct...).

La C.A.S.A. procédera conjointement avec ALTER EGAUX à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par la coopérative et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ La coopérative invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ALTER EGAUX.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

ALTER EGAUX s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme permettant un suivi analytique de l'action et à fournir des comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, ALTER EGAUX remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2022.
- Si ALTER EGAUX est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par ALTER EGAUX, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

ALTER EGAUX s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et

tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, la coopérative mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

ALTER EGAUX et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), ALTER EGAUX s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour la coopérative  
ALTER EGAUX,  
La gérante,

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
Le Vice- président délégué à la Cohésion  
Sociale et à la Politique de la Ville,

Anne Gaël BAUCHET

Kevin LUCIANO

7. Budget<sup>s</sup> du projet

Année 2021

CHARGES	RESSOURCES
<u>60 - Achats 600,00 €</u> Prestations de services..... 0,00 € Achats matières et fournitures..... 400,00 € Autres fournitures..... 200,00 €	<u>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</u>  Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services..... 0,00 €
<u>61 - Service extérieurs 200,00 €</u> Locations..... 120,00 € Entretien et réparation..... 0,00 € Assurance..... 30,00 € Documentation..... 50,00 €	<u>73 - Dotations et produits de tarification</u>  Dotations et produits de tarification.. 0,00 €
<u>62 - Autres services extérieurs 600,00 €</u> Rémunérations intermédiaires et honoraires.... 0,00 € Publicité, publication..... 0,00 € Déplacements, Missions..... 500,00 € Services bancaires, autres..... 100,00 €	<u>74 - Subventions d'exploitation 10 000,00 €</u> Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s), directions ou services déconcentrés sollicités..... 5 000,00 € <u>06-ETAT-POLITIQUE-VILLE</u> ..... 5 000,00 € Conseil-s Régional(aux)..... 0,00 € Conseil-s Départemental (aux)..... 0,00 € Communautés de communes ou d'agglomérations..... 5 000,00 € <u>06-CA SOPHIA ANTIPOLIS</u> ..... 5 000,00 € Commune(s)..... 0,00 € Organismes sociaux (CAF, etc. détailler)..... 0,00 € Fonds européens (FSE, FEDER, etc.) 0,00 € L'agence de services et de paiement (emplois aidés).... 0,00 € Aides privées (fondation)..... 0,00 € Autres établissements publics..... 0,00 €
<u>63 - Impôts et taxes 600,00 €</u> Impôts et taxes sur rémunération.... 600,00 € Autres impôts et taxes..... 0,00 €	<u>75 - Autres produits de gestion courante</u>  756.Cotisations..... 0,00 € 758.Dons manuels - Mécénat..... 0,00 € 750.Autres produits de gestion courante..... 0,00 €
<u>64 - Charges de personnel 8 000,00 €</u> Rémunération des personnels..... 6 000,00 € Charges sociales..... 2 000,00 € Autres charges de personnel..... 0,00 €	<u>76 - Produits financiers</u>  Produits financiers..... 0,00 €
<u>65 - Autres charges de gestion courante</u> Autres charges de gestion courante 0,00 €	<u>77 - Produits exceptionnels</u>  Produits exceptionnels..... 0,00 €
<u>66 - Charges financières</u> Charges financières..... 0,00 €	<u>78 - Reprises sur amortissements et provisions</u>  789 - Report de ressources affectées et non utilisées sur des exercices antérieurs..... 0,00 €
<u>67 - Charges exceptionnelles</u> Charges exceptionnelles..... 0,00 €	
<u>68 - Dotation aux amortissements</u> Dotation aux amortissements..... 0,00 €	
<u>69 - Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés</u> Impôt sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés.. 0,00 €	
<u>Charges indirectes</u> Charges fixes de fonctionnement.... 0,00 € Frais financiers..... 0,00 €	

demande transmise le 22/01/2021

Page 10

Autres charges indirectes..... 0,00 € Exédent prévisionnel (bénéfice)..... 0,00 €	<u>79 - Transfert de charges</u>  Transfert de charges..... 0,00 €
<u>86 - Emplois des contributions volontaires en nature 2 000,00 €</u> 860 - Secours en nature..... 0,00 € 861 - Mise à disposition gratuite de biens et services..... 2 000,00 € 862 - Prestations..... 0,00 € 864 - Personnel bénévole..... 0,00 €	Ressources propres affectées au projet Insuffisance prévisionnelle (déficit)..... 0,00 € <u>87 - Contributions volontaires en nature 2 000,00 €</u> 870 - Bénévolat..... 0,00 € 871 - Prestations en nature..... 2 000,00 € 875 - Dons en nature..... 0,00 €
<b>Total des Charges</b> ..... <b>12 000,00 €</b>	<b>Total des ressources</b> ..... <b>12 000,00 €</b>

**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 13/09/2021  
Numéro : BC\_2021\_155  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Soutien aux actions favorisant l'égalité des chances en matière d'insertion sociale et professionnelle - Attribution de subventions  
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle

**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : Kq3T49H

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 22/09/2021  
Identifiant : 006-240600585-20210913-BC\_2021\_155-DE

**Acte reçu**

Date : 13/09/2021  
Numéro interne : BC\_2021\_155  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 6  
Objet : Soutien aux actions favorisant l'Ã©galitÃ© des chances en matiÃ©re d'insertion sociale et professionnelle - Attribution de subventions  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20210913-BC\_2021\_155-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 4

99\_SE-006-240600585-20210913-BC\_2021\_155-DE-1-1\_2.PDF  
99\_SE-006-240600585-20210913-BC\_2021\_155-DE-1-1\_3.PDF  
99\_SE-006-240600585-20210913-BC\_2021\_155-DE-1-1\_4.PDF  
99\_SE-006-240600585-20210913-BC\_2021\_155-DE-1-1\_5.PDF

N